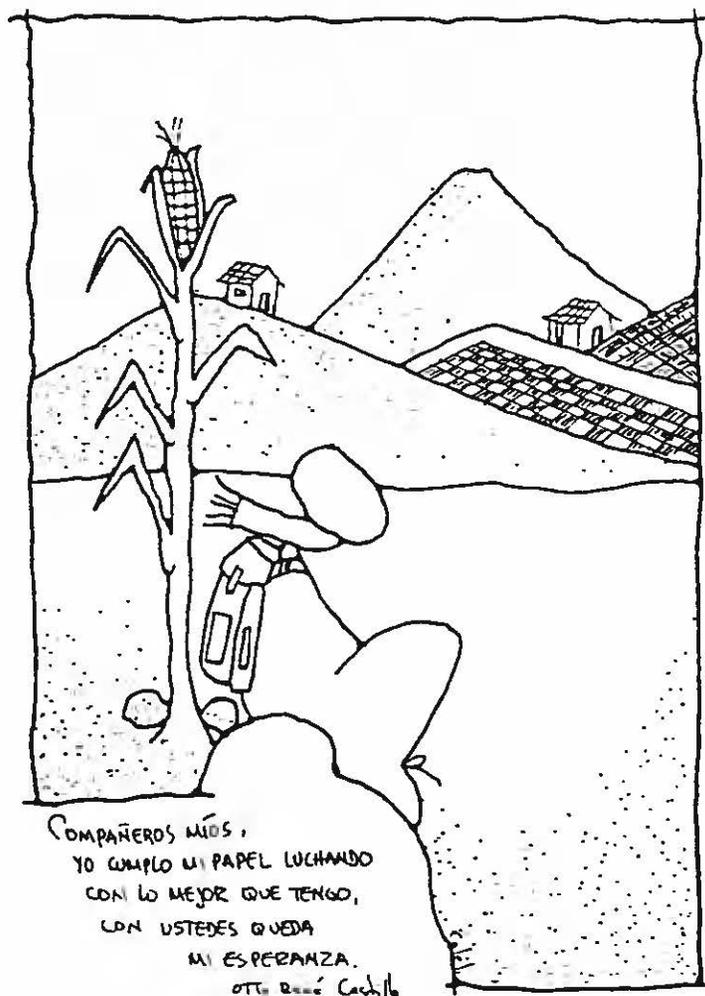

PROJET ACCOMPAGNEMENT Québec - Guatemala

Bulletin d'information

BIMESTRIEL

août-septembre 2000, no. 25, Montréal, Qc



Dans ce bulletin:

Éditorial p.2

Nouvelles des accos p.2

i *Ciao Caleli!* p.3

Une marimba triste p.4

Nouvelles
du Guatemala p.5-6

Départ des stagiaires p.7

Dossier spécial sur
FAMDEGUA pp. 8-10

Action urgente p. 11

Nouvelles de Montréal p.12

Offre d'emploi...

Prochaine assemblée générale le 7 octobre! Voir en dernière page.



Éditorial

Au cours des derniers mois les menaces et intimidations perpétrés envers des groupes de défense des droits humains se sont poursuivies. Le climat d'insécurité et de violence s'est accentué. L'assassinat d'un syndicaliste et de deux militants, ainsi que la disparition de la professeure universitaire Mayra Gutierrez sont des crimes qui n'ont pas été résolus. Dans plusieurs régions du pays, la Police nationale civile a formées des Comités de sécurité civile avec des ex-PAC (Patrouilles d'auto-défense civile, formés par l'armée dans les années '80). De son côté, l'armée a commencé à s'installer dans plusieurs communautés civiles. Des événements qui vont à l'encontre des accords du paix et de la démilitarisation du pays.

Autre fait inquiétant : le gouvernement du Guatemala a nommé en juillet le militaire Byron Barrientos au poste de ministre de l'intérieur. Ce dernier était membre de la G-2 (l'intelligence militaire), accusée de nombreux actes de répression et farouchement dénoncé par les groupes de défense des droits humains.

Au début de septembre, le bureau de FAMDEGUA (Association des familles des disparus et détenus de Guatemala) a été pris d'assaut par 4 individus armés qui ont menotté et menacé les employés avant de voler des ordinateurs avec des documents sur les activités de l'association. FAMDEGUA, rappelons-le, a entamé il y a 7 ans un procès contre plusieurs militaires accusés d'avoir participé au massacre de la communauté de *Las Dos Erres*, où 300 personnes sont mortes, et a adhéré à la poursuite de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992, contre plusieurs anciens généraux accusés de génocide.

Le rapport du mois d'août de la Mission des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) confirme la gravité de la situation dans le pays : il signale surtout un recul au niveau de la défense des droits humains, il souligne également la responsabilité de l'État dans son rôle de protecteur des droits fondamentaux.

Appel à l'aide du comité bulletin !

Depuis plus de 5 ans, des membres réussissent à faire paraître ce bulletin, qui est probablement la seule source d'information régulière en français sur le Guatemala. Nous devons presque toujours traduire des textes, de l'espagnol et de l'anglais, trier et choisir les nouvelles des derniers mois, et encourager une bonne quantité de gens à écrire des textes...

C'est un travail de groupe qui est parfois difficile à coordonner, mais nous réussissons à le faire malgré tous les obstacles qui surviennent.

Hélas, lorsque ce bulletin sera terminé, nous n'aurons plus accès à un ordinateur suffisamment puissant pour remplir la tâche!

Nous lançons donc un appel à votre collaboration. Nous serons contraints de chercher un endroit, ou quelqu'un, qui serait disposé à nous aider produire le bulletin. Nous avons besoin d'un ordinateur équipé du logiciel Quark Xpress 4, avec possiblement un numériseur et un Zip. La mise en page requiert à peu près une journée de travail tous les deux mois.

Si vous pouvez nous aider envoyez-nous un courriel.

Merci d'avance!
L'équipe du bulletin



La MINUGUA fait aussi mention du fait que les engagements prévus dans les accords de paix de 1996 ont dû être placés dans un nouvel échéancier étant donné l'incapacité du gouvernement d'assumer ses responsabilités en ce qui a trait aux 125 engagements scellés par les accords.

Entretemps, ici au Québec le PAQG organise prochainement plusieurs activités de sensibilisation et d'éducation, ceci tout en continuant son travail d'information, de sélection et de formation des futurs accompagnateurs-trices. Il y a de nombreux événements au programme: la tournée «*Les femmes et la lutte contre l'impunité au Guatemala*», qui débute le 9 octobre, celle de Rigoberta Menchu, qui se déroule du 9 au 14 novembre, sans oublier que nous recevrons l'archéologue Gabriela Santos autour du 13 novembre. Notre assemblée générale des membres, par ailleurs, aura lieu le 7 octobre (voir plus de détails sur toutes les activités dans la section «*Qué pasa en el PAQG?*»).

Sur une note triste, nous avons eu la nouvelle de la disparition de notre ami Edgar Castillo, alias «*Caleli*», qui a été un de nos grands collaborateurs et bénévoles. Nos condoléances à sa famille et ses ami-e-s.

Pour ce qui est des prochains mois, nous prévoyons organiser plus de rencontres avec les membres et ami-e-s du PAQG. Ces rencontres nous permettront de faire un suivi sur les activités, de partager les informations et les expériences d'anciens accompagnateurs-trices. Nous avons évidemment besoin de bénévoles pour assurer la suite de toutes ces activités; l'appui des membres est toujours un pilier de notre action!

À bientôt!

Carlos Lemus, coordination du PAQG

Nouvelles des accos

Isabelle Lavoie est rentrée à la fin du mois d'août après avoir accompagné, pour deux mois et demi, des communautés et organisations guatémaltèques dans la région d'Ixcán, Quiché. Elle est revenue très enthousiasmée et très intéressée à partager son expérience. Elle prépare déjà plusieurs activités d'information et d'éducation dans sa région, Rimouski.

Julie Galipeau continue son séjour d'accompagnement dans la région de Rabinal, Baja Verapaz. Elle va très bien et est très contente de son rôle d'accompagnatrice. Dans cette édition, elle nous décrit ses expériences (voir p. 4) et nous fait part de ses commentaires.

Mathieu Cook qui a fait la formation en novembre 1999 est parti pour son séjour d'accompagnement le 15 septembre dernier. À son arrivée, il a suivi des cours d'espagnol pendant une semaine à Xela (Quetzaltenango) pour ensuite se préparer pour sa formation afin de commencer très prochainement son accompagnement.

Nathalie Blais est aussi au Guatemala depuis le 19 septembre. Après une semaine de cours d'espagnol pour qu'elle puisse se «*déroutiller*», elle ira accompagner des témoins à un procès où un général de 84 ans est accusé de crimes.



¡ Adios Caleli !

UNE HISTOIRE DE CŒUR...

Edgar Castillo, que l'on connaissait surtout comme Caleli, est décédé le 29 août dernier, à l'âge de 44 ans. Tantôt clown et mime, tantôt poète solitaire, lutteur ou professeur d'espagnol, Caleli était surtout un homme engagé, un homme de profondes convictions sociales et politiques. Un modèle de lutte pour l'expression, pour la liberté, pour la justice. Un homme de cœur, quoi. Doté d'une sensibilité aussi belle et grande qu'un ciel de nuit d'été brûlante, Caleli était toujours ici et là, toujours prêt, toujours militant.

Ismael Totoc, alias Caleli, Edgar ou El Payaso, était un révolutionnaire de bien des causes. Il a su laisser sa trace un peu partout. Il a transmis à chacun de ses amis et collègues un brin de détermination, de rêve et de magie. Amoureux fou de la vie, des femmes, de la culture et des enfants, Caleli aura réussi sa lutte pour la dignité humaine en étant lui-même un modèle de solidarité, d'ouverture et de liberté. Son décès laisse un grand vide et une grande douleur. Nous nous souviendrons toujours de notre rêveur, de notre comique préféré qui savait profiter de la vie.

Puisse-t-il traverser des milliers de frontières sans obstacles ni papiers...

Maria Candelaria

L'équipe du PAQG offre sympathies et amitiés à sa famille et ses amis. *¡Buen viaje Calelito querido!*

Voici un petit texte à sa mémoire :

Caleli, rindió tributo a la vida en su Último Acto de la muerte, en una de las calles de la cosmopolita ciudad de Montreal, los aplausos se esfumaron como el humo hacia el cielo... Los seres inanimados del grupo caleli... se quedaron huérfanos y sin Director, y sin participar en la última escena de este drama tan corto de la vida: al actor Edgar Castillo «Caleli», lo fulminó un rayo brillante y misterioso, quedando inmóvil, en el inmenso teatro callejero, y tampoco pudo escuchar los últimos aplausos de su obra... Mil chirimillas, mil tunes y mil tambores, chinchines y guacalitos, acompañan el cortejo, para alegrar al DIOS CORAZON DEL CIELO: HUNAHPU... El eco de la música sagrada lo esparce el viento hasta el Limbo de los Dioses Maya...

Reginaldo Rodriguez



LA MARIMBA ÉTAIT TRISTE...



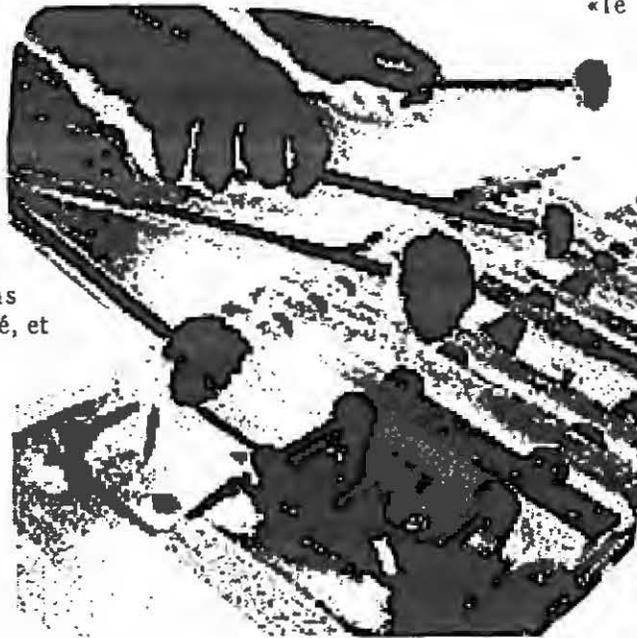
1960-1996. 36 ans de guerre interne. Terreur, horreur, répression, torture, silence forcé, disparitions, violations des droits humains à son paroxysme, massacres individuels et collectifs. Se rendre au Guatemala, c'est découvrir une réalité qui est choquante....

par Julie Galipeau au Guatemala

En quittant le Québec pour le Guatemala, en juin dernier, je comprenais bien mon rôle d'accompagnatrice et j'avais beaucoup lu. Étrangement, en arrivant ici toutes mes lectures «intellectuelles» se sentaient bien timides... C'est comme si une partie de moi voulait «effacer» le tableau et hisser place à du ressentiment, à des émotions, à quelque chose de réel, de vrai. Au tout début (et encore maintenant) ma première surprise a été de me rendre compte de toute l'ampleur, la présence et le travail incroyable d'une foule d'organismes et de gens qui travaillent pour le respect des droits humains. Je me suis dit : «il a vraiment dû se passer quelque chose de difficile ici pour qu'il y ait tout ce travail». Pourtant j'avais lu et je savais... Ensuite, en parlant avec beaucoup de gens d'ici j'ai commencé à comprendre que ce que j'avais lu avait vraiment été vécu. Malgré tout, je me disais : «Non je dois rêver ce n'est pas possible que tout cela se soit passé, et il y a seulement 20 ans».

En arrivant à Rabinal, où je suis accompagnatrice auprès des témoins et victimes (survivants) qui iront témoigner lors du procès contre le gouvernement militaire de Lucas Garcia (1978-1982), en visitant les communautés Maya-Achi et en écoutant leur histoire, j'ai commencé à sentir. Je ne réussissais pas à pleurer même si une partie de moi en avait envie. Je me disais : «De quelle façon puis-je ressentir la peur, la souffrance et le désespoir que ces gens ont vécu même si je n'ai absolument jamais rien vécu de tout cela?» Des fois, j'avais envie de mettre mes mains sur les épaules de quelqu'un d'ici et de hurler : «Mais qu'est ce qui s'est passé ici ?» Une partie de moi ne voulait pas croire à tout ça

Un matin j'assistais à la messe commémorative du massacre qui s'est déroulée dans le magnifique village de Plan de Sanchez près de Rabinal. Il y avait des aiguilles de pin partout sur le sol, une quantité incroyable de fleurs et de chandelles sur les marches de l'autel, le vent qui entraînait dans l'église faisait tourbillonner l'encens, les couleurs magnifiques des vêtements typiques des femmes, le beau visage des gens, les enfants partout, les chiens couchés dans les allées...



Je me retourne en demandant à un homme assis derrière moi : «Est-ce que l'on jouait de la marimba* durant la période de violence?» Il m'a répondu : «Non, on ne jouait plus, on n'avait plus le droit de célébrer».

Avant la messe, lorsque très fort dans cette petite église, la marimba a repris de plus belle, touchée par toute cette beauté, pour la première fois, je me suis mise à pleurer avec une tristesse

incroyable. En quelques secondes je venais de me rendre compte que oui tout cela était vrai, oui toute cette violence extrême, toute cette incroyable peur, tout ce silence avaient vraiment été vécus. À ce moment, une phrase revenait sans cesse à l'intérieur de moi :

«Il faut arrêter de tuer la vie, il faut arrêter de tuer la vie».

Je ne pourrai jamais ressentir tout ce traumatisme que ces gens ont vécu mais je comprends mieux maintenant ce que signifie vivre dans un pays où «le gouvernement —c'est-à-dire l'armée— entre en guerre contre son propre peuple», et pour la très grande majorité, des gens totalement innocents et non armés.

OUF!

À travers ces émotions il y a aussi les fous rires avec une femme autochtone en apprenant à fabriquer des «tortillas», les moments d'extrême quiétude et de beauté en apprenant à tisser et broder et bien d'autres superbes moments, la liste est vraiment longue...

Je vis au Guatemala une expérience extrêmement enrichissante qui me touche profondément.

Si vous avez envie de m'envoyer un petit mot, vous pouvez le faire de 2 façons :

Courriel : jgalipeau@moncourrier.com
Adresse postale : Apartado Postal 2881 ciudad Guatemala 01001, GUATEMALA
* instrument de musique Maya; xylophone

Nouvelles du Guatemala

Noticias de Guatemala

[Août-septembre 2000]

RIOS MONTT FORGE SON «GUATE-GATE»

Un scandale politique majeur s'est produit à la suite du dévoilement d'un enregistrement qui démontre que le président du parti au pouvoir et ancien dictateur, Rios Montt, était en train de mentir, ceci après avoir, sans autorisation, modifié le texte d'une loi.

Toute l'histoire remonte au 27 juin dernier lorsque le congrès a approuvé une taxe de vente de 20% sur les alcools forts et sur la bière, ainsi qu'une taxe de 10% sur le vin et de 1% sur les boissons gazeuses. Au moment de sa publication officielle, le 1^{er} août, le montant de la taxe avait changé et se situait à 10% pour les alcools forts et la bière, de 4.18% et de 0.20% respectivement pour le vin et les boissons gazeuses. Après des critiques de la part de plusieurs secteurs dénonçant ce changement imprévu, Rios Montt a répondu que la modification s'était faite pour que la loi puisse s'harmoniser avec une autre loi ratifiée au même moment. Après vérification, cette excuse ne fut pas acceptée par les membres de l'opposition qui demandèrent à consulter les enregistrements des sessions parlementaires... Malheureusement, elles avaient été mystérieusement détruites. Toutefois, le 16 août, un journaliste de la *Prensa Libre* fit savoir qu'il possédait un enregistrement qui démontrait que Rios Montt mentait.

Cette énorme entorse au processus démocratique de la part d'un des principaux responsables politiques du pays a suscité des commentaires et des critiques de tous côtés, principalement des gens qui œuvrent en matière de droits humains, qui considèrent généralement que Rios Montt, en tant qu'ancien dictateur ayant pris le pouvoir par un coup d'État — et surtout ayant été responsable des pires massacres des années '80—, ne devrait pas avoir le droit d'occuper un poste au gouvernement.

Une requête visant la destitution de Rios Montt ainsi que 22 députés de son parti a

été déposée à la Cour suprême du Guatemala.

Selon la Commission d'éclaircissement historique (CEH) qui a enquêté sur les années de guerre, des documents officiels de la période où Rios Montt était au pouvoir (1982-83) prouvent qu'il a participé à la planification de la politique de la terre brûlée qui est responsable de la mort de la plupart des 200 000 victimes de la guerre. (IPS, Cerigua, 06/09/00)

LES MENACES SE POURSUIVENT

L'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (Unsitragua) a dénoncé le fait que quotidiennement des travailleurs sont menacés, ceci dans le but de leur faire céder des droits. Des violations régulières des travailleurs de *maquiladoras*, de plantations, d'usines et du secteur public restent impunis.

Selon Daniel Vasquez, coordinateur de l'Union syndicale, les dénonciations ont été faites au ministère du travail, mais aucune action n'a été prise jusqu'à présent. Ce qui est surtout préoccupant pour lui c'est qu'il existe un groupe de représentants patronaux qui, en marge de toute éthique et de la loi, exerce un contrôle sur les juges, les magistrats, ainsi que sur toute la strate des représentants légaux qui ferment les yeux sur les fautes des patrons. (Cerigua, 20/09/00)

D'autres secteurs ont également critiqué le climat actuel. Des journalistes du département de Suchitepéquez ont dénoncé les menaces dont ils font l'objet. Dans une lettre envoyée à plusieurs associations de presse du Guatemala, ils mentionnent qu'ils ont reçu des menaces de mort, qu'ils ont été les victimes d'actes d'intimidation, de diffamation et des calomnies, ceci tout particulièrement de la part du maire de la ville de Mazatenango et d'autres fonctionnaires. Ils veulent qu'une enquête se fasse sur la possible participation de ce dernier à ces événements. Ils veulent aussi en savoir plus sur l'implication d'un député du Front

républicain, le parti au pouvoir. (Ceg, 4-10/09/00)

Les journalistes font face à toutes sortes d'actes illégaux depuis quelques mois.

Un autre groupe qui œuvre en matière de droits humains, le Grupo de Apoyo Mutuo (GAM), a réalisé une étude sur la situation des violations de droits depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Dans les premiers 8 mois, il y a eu 23 exécutions extrajudiciaires et deux cas de disparition forcée. Le groupe dénonce aussi les menaces qu'ont subies de nombreux activistes, parmi eux, ceux ayant participé aux dénonciations des anciens régimes militaires. (Cerigua, 20/09/00)

DÉNONCIATIONS AUX ÉTATS-UNIS

Des Guatémaltèques vivant aux États-Unis et des organisations de solidarité de ce même pays ont décidé d'entamer une campagne pour dénoncer la détérioration de la situation des droits humains dans leur pays d'origine. «*Nous croyons que nous devons faire quelque chose de concret pour amener un changement et, en même temps, pour donner notre appui aux défenseurs des droits humains, aux journalistes, paysans, aux victimes et à leur parenté*», peut-on lire dans un communiqué envoyé par le comité, *Guatemala Nunca Mas* de San Francisco, appuyé par près de 20 organisations des États-Unis. Le comité prévoit la publication d'une annonce dans la *Prensa Libre*, le journal le plus distribué au Guatemala, et planifie également la mise sur pied d'une grande campagne de publicité à la radio. Le groupe dit avoir envoyé des lettres au président Portillo en plus d'avoir organisé des manifestations. Ils critiquent le fait que, lors de sa campagne électorale, Portillo avait promis de résoudre le cas de l'assassinat de Mgr Gerardi dans les six mois suivant son élection. Le cas n'a pas encore été résolu. De plus, ils dénoncent les assassinats de militants, les intimidations et les menaces contre des journalistes.

>> suite p.6 >>>

TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LE GUATEMALA ?

Un haut dirigeant du gouvernement guatémaltèque, le chancelier Gabriel Orellana, a fait savoir récemment que le gouvernement guatémaltèque négociait un traité de libre-échange avec le Canada. «*Nous travaillons sur une initiative visant à signer un traité de libre-échange (TLC) avec le Canada, son gouvernement nous a exprimé son intention de négocier à un niveau régional*», a-t-il dit.

À cet effet, les présidents de toute l'Amérique centrale et de la République dominicaine se réunissaient le 28 septembre au Guatemala avec le Premier ministre Chrétien, avec qui ils ont analysé, entre autres choses, le commerce et la coopération dans la région.

Orellana a indiqué que le gouvernement canadien pense que la signature d'un TLC ne doit pas être seulement au bénéfice des principaux acteurs —comme les producteurs et les commerçants—, mais aussi s'étendre aux autres acteurs de la société.

Le chancelier guatémaltèque a indiqué que le Guatemala est conscient de l'importance d'un partenaire commercial comme le Canada, même si «*nous devons considérer que nous devons prendre des décisions qui n'ont jamais été explorées avant*». (Ceg, 20/09/00)

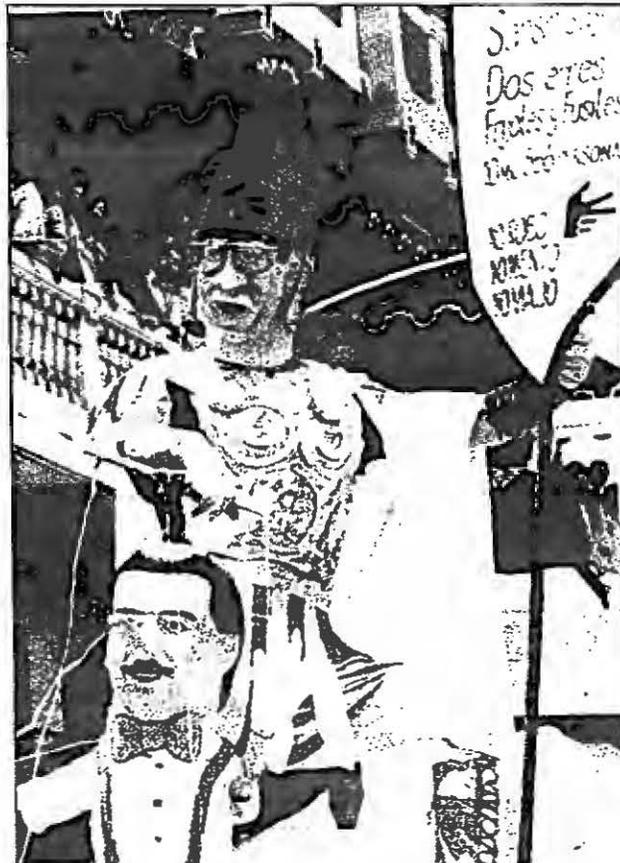
LE PACTE FISCAL ÉCHOUE

Un des événements importants des derniers mois est sans contredit l'incapacité du gouvernement et de plusieurs secteurs de la société d'en arriver à une entente sur le pacte fiscal. L'élément principal, l'augmentation du niveau de taxation de la valeur ajoutée, de 10 à 12%, a finalement été rejeté par les présidents du congrès et du pays, respectivement, Rios Montt et Portillo. Ce changement aurait haussé la charge tributaire de plus de 1% du PIB en 2001.

Trois mois de négociations n'ont pas été suffisants pour que les secteurs

impliqués dans les négociations du pacte en arrivent à un consensus. Le principal problème est la proposition de modification du niveau de la Taxe à la valeur ajoutée (IVA). Ces négociations doivent se faire dans le cadre du processus de paix tel que prévu dans les accords de paix de 1996. Pour des membres de la Commission d'accompagnement des accords de paix, ainsi que pour des membres de l'URNG (ancien groupe de guérilla, maintenant parti politique), cet échec accentue sérieusement le niveau de doute et d'incertitude dans la population. Sans une résolution du problème, le Guatemala sera incapable de faire face aux principaux problèmes reliés à l'inégalité sociale. (Ceg, 01/09/00)

Selon les entrepreneurs du pays, qui ont pris part aux négociations, l'échec serait dû au gouvernement. Cependant, selon Arnaldo Noriega de l'URNG, le gouvernement a la responsabilité de cet échec, mais aussi la «*classe*» des entrepreneurs et des propriétaires dont, particulièrement, le Comité coordinateur des associations commerciales, agricoles, industrielles et financières (CACIF). (Ceg, 22/09/00)



Démonstration de créativité lors d'une manifestation : des marionnettes géantes à l'effigie du «centurion» Rios Montt et du «pinocchio» Alfonso Portillo.

LE FINANCEMENT VENANT DE L'ÉTRANGER POURRAIT ÊTRE BLOQUÉ

L'aide de près de 2 milliards de dollars que la communauté internationale a offerte au Guatemala en 1997, pour financer des projets découlant de la signature de la paix, pourrait être coupée. Jusqu'au mois de décembre 1999 le pays avait reçu autour de 900 millions de dollars, selon les estimations du Secrétariat (guatémaltèque) de la planification économique de la présidence (SEGEPLAN).

Cependant, si d'ici 2002 le gouvernement du président Portillo ne garantit pas que le prélèvement fiscal en arrive au but visé de 12% du produit intérieur brut (PIB), l'aide provenant de l'étranger sera moindre, selon un haut responsable de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA).

Ce dernier explique qu'en échange de l'aide, la communauté internationale a demandé au pays de faire un effort et de contribuer davantage avec ses propres ressources. Cependant, et malgré la lenteur des discussions entourant le pacte fiscal, la majorité des mesures qui auraient signifié une augmentation des entrées monétaires n'ont pas encore été approuvées par le congrès.

Plusieurs fonds provenant d'institutions internationales, comme la Banque mondiale, la Banque inter-américaine de développement, et la commission d'accompagnement des accords de paix pourraient être suspendus. (Ceg, 20/09/00)

Roberto Nieto



DES NOUVELLES STAGIAIRES AU GUATE

par Isabelle Gauthier



Le 16 août dernier, après deux mois de formation intensive, quatre stagiaires du PAQG ont quitté Montréal pour aller travailler avec quatre de nos organisations partenaires au Guatemala. Sous la supervision du PAQG et dans le cadre du programme Jeunes stagiaires internationaux de l'ACDI, ces quatre jeunes diplômées vont appuyer le travail d'organisations guatémaltèques qui sont impliquées dans la lutte contre l'impunité. Je profite de cet espace pour vous décrire un peu la tâche qu'elles effectueront durant leur séjour de six mois au Guatemala et pour vous rappeler qui sont et que font les partenaires du PAQG au Guatemala. Nous espérons que cette expérience sera enrichissante autant pour les stagiaires que pour les organisations qui les accueillent. Bonne chance! Lecteurs et lectrices ouvrez l'œil, vous aurez sûrement l'occasion de lire des témoignages de leur expérience dans les prochains bulletins!

Julie Desnoyers, bachelière en géographie sociale de l'Université de Sherbrooke, ira localiser et identifier les cimetières clandestins en compagnie de l'équipe d'exhumations du Bureau des droits humains de l'archevêché du Guatemala (ODHAG). Julie a emporté avec elle du matériel de précision pour faire de la cartographie, qu'elle laissera à l'organisation après son départ.

C'est à partir de décembre 1996 que l'ODHAG a commencé à établir des contacts avec des professionnels du domaine de l'anthropologie légiste afin de mettre sur pied une équipe qui puisse répondre aux demandes d'exhumations qui se sont multipliées à la suite du projet de Récupération de la mémoire historique (REMHI). L'initiative de l'ODHAG, le projet REMHI, vise à faire la lumière sur les cimetières clandestins et les massacres perpétrés au Guatemala durant les années '70 et '80.

En avril 1998, l'Église catholique du Guatemala publiait les résultats du projet REMHI. Après quatre ans de recherche et de préparation, le document «Guatemala Nunca Mas» rapportait l'histoire et les abus commis durant les 36 ans de conflit armé au Guatemala. Deux jours après la parution du document, le directeur du projet et de l'ODHAG, Monseigneur Juan Gerardi, fut

assassiné. Le rapport «Guatemala Nunca Mas» documente clairement les crimes des militaires durant le conflit et leurs conséquences pour la société civile et la majorité autochtone du pays.

En janvier 1997, l'équipe d'exhumations de l'ODHAG débute avec quatre membres. Aujourd'hui, l'équipe légiste de l'ODHAG compte treize professionnel-le-s dans les secteurs de l'anthropologie, l'archéologie et l'histoire. En date du mois de mai 2000, trente-quatre exhumations avaient été réalisées dans neuf départements du pays.

Caroline Dubé, bachelière en sociologie de l'UQAM, va travailler avec les finissant-e-s en psychologie de l'Université San Carlos de Guatemala (USAC-EPS) qui effectuent un stage pratique en éducation sociale et développement communautaire. Elle mettra ses connaissances en méthodologie, analyse et recherche au service des étudiant-e-s et développera un projet personnel. L'exercice professionnel supervisé (EPS) est un stage que réalisent des étudiant-e-s finissant-e-s auprès des populations rurales du pays sur la base de projets communautaires développant trois axes principaux: l'éducation populaire, les services en psychologie et la recherche liée à des besoins ou problématiques communautaires précises.

Maève Hauteceur, bachelière en anthropologie de l'UdM, réalise un travail d'intervention, de recherche et d'analyse auprès des enfants des communautés Maya-Achi de la région de Rabinal qui ont été durement touchées par la violence et la répression. Pour ce faire, elle travaillera avec l'Équipe d'études communautaires et d'action psychosociale (ECAP). ECAP est un organisme non gouvernemental qui effectue un travail de réparation des dommages causés par la violence politique chez les individus, les groupes sociaux, les communautés. ECAP fait aussi un travail de recherche, d'analyse et de formation sur le thème de la guérison sociale et autres thèmes reliés à la santé mentale, à l'identité culturelle et à la question des droits humains au Guatemala.

Dans la municipalité de Rabinal, au début des années 80, les événements violents ont provoqué la mort de 25 % de la population. Les dommages provoqués par la violence ont des répercussions sur l'ensemble de la vie communautaire, tant au niveau individuel que collectif, dans la sphère psychologique ou sociale. ECAP travaille dans la région de

Rabinal depuis 1996, ses activités touchent la population en général ainsi que des groupes de veuves, orphelin-e-s et survivant-e-s de la torture provenant de 20 communautés. ECAP espère ainsi stimuler le développement d'espaces sociaux permettant l'accès à la vérité historique, la réflexion, la prise de décisions et la recherche de la justice dans le contexte du processus de paix et de reconstruction qui se déroule au Guatemala.

Sandy Tremblay, bachelière en droit de l'Université Laval, travaille pour sa part avec les spécialistes en droit international du Centre d'action légale en matière de droits humains (CALDH), à faire le suivi des cas de violations de droits humains que CALDH présente à la Commission interaméricaine des droits humains. Le Centre d'action légale en matière de droits humains (CALDH) a été créé en 1990 à Washington DC et s'est installé au Guatemala en 1994. Le centre emploie aujourd'hui plus de 60 personnes et il est considéré comme la principale organisation guatémaltèque à représenter et conseiller les personnes victimes de violations de droits humains. Un des objectifs de CALDH est d'appuyer le renforcement des institutions qui garantissent un état de droit au Guatemala, dans le contexte de démilitarisation et de démocratisation qui est en cours dans le pays.

C'est dans cet esprit que la section légale de CALDH a développé en 1997 un projet visant à intenter des poursuites juridiques contre les responsables de la planification des stratégies militaires appliquées entre 1981 et 1983, qui causèrent le génocide de plusieurs groupes autochtones du Guatemala, d'innombrables crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Le projet légal se développe dans quelque 24 communautés autochtones qui ont été la cible de massacres à grande échelle, réparties dans cinq régions du pays.

L'établissement de tribunaux internationaux relatifs aux conflits du Rwanda et de la Yougoslavie, les signatures du Statut de Rome en juillet 1998 permettant l'établissement d'un tribunal pénal international permanent, les événements récents dans le cas du général Pinochet et la démarche légale entreprise par le Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu en Espagne sont autant d'événements révélateurs d'une tendance internationale prônant clairement la notion que les poursuites judiciaires contre les responsables de crimes commis dans le passé constituent un antidote efficace contre de futures violations des droits humains.



Entrevue avec **AURA ELENA FARFAN** de **FAMDEGUA**

La Présidente de l'association des Familles des personnes détenues-disparues du Guatemala sera en tournée au Québec du 8 au 26 octobre 2000.

Depuis 16 ans Aura Elena Farfan milite activement au Guatemala en faveur des personnes portées disparues, phénomène politique, qui depuis bientôt un demi-siècle, touche à vif des dizaines de milliers de familles. Le 4 septembre dernier, elle et deux autres femmes membres de l'Association des Familles des personnes détenues-disparues du Guatemala (FAMDEGUA) ont été une fois de plus menacé de mort pour le travail de défense des droits de la personne qu'elles effectuent au Guatemala. Le jour même où le président du Guatemala, Alfonso Portillo, se rendait à New York afin de s'adresser l'Assemblée générale des Nations Unies, quatre hommes armés ont fait irruption dans les bureaux de FAMDEGUA. Menaçant et injuriant les occupants pendant plus d'une heure, ils ont pris la fuite avec des dossiers et cinq ordinateurs contenant informations et données sur plusieurs cas de massacres collectifs et de disparitions forcées commis par les forces de l'ordre de ce pays d'Amérique centrale.

Infirmière de formation et de profession depuis 1956, Aura Elena Farfan connaît en 1980 par nécessité un tournant définitif dans sa vie, en faveur de la justice sociale. Le 8 mars 1984, explique-t-elle *«ma belle-sœur, Luz Haydee Mendez Calderon, âgée de 35 ans et employée de l'université San Carlos, a été 'portée disparue' lors d'une descente effectuée par huit militaires dans sa demeure de la capitale.»*

Seuls les deux enfants de Luz Haydee survivront à la perquisition qui durera plus de 48 heures. Deux mois plus tard, le 15 mai, Aura Elena allait perdre un autre membre de sa famille immédiate, cette fois ce fut le tour de son frère Ruben Amilcar Farfan, *«syndicaliste de 39 ans, employé lui aussi de l'université San Carlos, porté disparu à son tour alors qu'il se dirigeait à son lieu de travail.»*

Suivra ensuite une recherche obstinée qui mènera Aura Elena de prison en prison, de morgue en morgue, d'un hôpital, d'un commissariat policier ou militaire à un autre. *«Je travaillais jour et nuit et le reste du temps, je cherchais partout, suivant les pistes, interrogeant les voisins, les autorités»*, se souvient-elle. C'est en effectuant ces recherches désespérées qu'elle rencontra des dizaines sinon des centaines de femmes et d'hommes à la recherche aussi d'un être cher, disparu à jamais du jour au lendemain, sans laisser de trace, simplement et efficacement supprimé par le gouvernement de leur pays dans le contexte d'une guerre contre insurrectionnelle.



Aura Elena Farfan

LA DISPARITION FORCÉE: CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Le phénomène de la disparition forcée ne se limite pas au Guatemala. Ailleurs en Amérique latine, tel en Argentine, au Chili, au Salvador, en Uruguay et au Paraguay, dans des pays où pendant la guerre froide le pouvoir de l'État et le pouvoir de l'armée se confondaient au point de devenir synonymes, les forces de l'ordre ont eu recours à la disparition forcée comme arme de prédilection contre toute forme d'opposition politique, démocratique ou non, pacifiste ou armée, légale ou clandestine.

Bien que le recours à la disparition forcée soit courant, l'Amérique latine comptant plus de 90 000 cas, c'est au Guatemala qu'il fut mis en pratique systématiquement, les autorités faisant preuve d'un acharnement peu connu ailleurs dans le monde. Quelque 45 000 Guatémaltèques ont été victimes de cette stratégie depuis le coup d'État de 1954 qui renversa le gouvernement élu de Jacobo Arbenz. Tout au long des dictatures militaires qui se succèdent au Guatemala, sous l'œil approbateur des États-Unis, un refrain populaire affirmera, et non sans vérité, *«qu'il n'a jamais existé de prisonniers politiques au Guatemala, seulement des disparus.»*

La pratique des disparitions forcées a marqué un tournant au Guatemala, en mars 1966, avec la disparition collective de 28 syndicalistes, étudiants et militants de gauche. Dès lors, la pratique est devenue une politique gouvernementale qui se déployait en toute occasion. C'est aussi en 1966 que les premières organisations populaires ont fait surface afin de dénoncer la pratique et revendiquer les disparus.

FEMMES DE PAROLE

C'est donc en tentant de retrouver son frère et sa belle-sœur qu'Aura Elena Farfan rencontra, entre autres, Nineth Montenegro et Emilia Garcia.

Ces femmes de parole et de courage s'organiseront afin de mieux faire entendre leur voix dans cette grande noirceur de la répression militaire.

Le 4 juin 1984 elles fonderont le Groupe d'appui mutuel (GAM), porte-étendard des victimes de la répression militaire et de leurs familles au Guatemala pendant toutes les années 1980.

Le pouvoir en place, tout comme dans le cas des Mères de la Place de mai en Argentine, accusera ces femmes de communistes et de subversives, de folles et d'emmerdeuses. Tous les vendredis, se rappelle Aura Elena, *«les femmes du GAM se rassemblaient*



devant le Palais national, photos agrandies de nos proches en main, tentant ainsi de briser le silence entourant les disparitions, Je rassembler un plus grand nombre de familles touchées par le phénomène et peut être même élucider le lieu de détention de nos frères, nos sœurs, nos époux, fils ou nièces.» Ces femmes manifesteront, occuperont, dénonceront sans relâche l'injustice à laquelle elles ont survécu et qui affligera un très grand nombre de Guatémaltèques.

Au fil des ans, ces femmes provoqueront un éveil à la grandeur de leur pays et alerteront la conscience et l'opinion internationale. Malgré les accusations, les attentats à leur égard, l'assassinat et la disparition forcée de leurs dirigeantes, membres ou sympathisants, tout au long de ces seize dernières années, les militaires les plus conservateurs et leurs alliés n'ont pu étouffer la voix de ces femmes d'action, n'ont pu détourner leur persévérance et ténacité.

OU SONT LES PERSONNES PORTÉES DISPARUES?

En mai 1999, les organisations de défense des droits de la personne au Guatemala ont mis la main sur un document provenant de l'armée guatémaltèque qui décrivait le sort de 183 opposants politiques au régime du général Oscar Humberto Mejia Victorez (1983-1986). Suivant leur détention, interrogatoire et torture, la plupart ont été exécutés de façon extrajudiciaire. Dans cet échantillon d'archive, leur triste fin fut simplement indiquée par une date et le code «300». Parmi les 183 noms figuraient ceux de la belle-sœur et du frère d'Aura Elena Farfan, les deux actifs au sein du Parti guatémaltèque du

Travail (PGT) et pour cette raison pourchassés par le régime en place.

Le document venait confirmer ce que plusieurs comme Aura Elena soupçonnaient depuis bientôt une génération et ce que d'autres refusaient toujours de croire. Aura Elena Farfan raconte que sa mère de 84 ans, tout comme des milliers de mères guatémaltèques, préparait souvent le mets préféré de son fils, «en espérant qu'il reviendrait à la maison, prendre sa place en famille autour de la table.»

Malgré la nouvelle, Aura Elena Farfan, maintenant âgée de 60 ans, poursuit son engagement auprès des victimes de la répression militaire au sein de FAMDEGUA, fondée en 1991. Elle et les membres de son équipe continuent de rechercher les personnes disparues, comme ses proches, car malgré la découverte du document d'archive militaire l'année dernière, on ne sait toujours pas où sont les restes de dizaines de milliers de guatémaltèques.

DÉFENDRE LA DIGNITÉ HUMAINE

Depuis les dernières années FAMDEGUA a reçu quelque 165 dénonciations de cimetières clandestins situés partout au pays, résultats du conflit armé.

Dans 30 cas, FAMDEGUA a pu réaliser, avec l'appui d'anthropologues légistes, l'exhumation de ces fosses communes et récupérer les restes d'un millier d'hommes, de femmes et enfants victimes d'une répression qualifiée de génocide en février 1999 par une Commission d'enquête organisée sous l'égide des Nations Unies.

«Moi et ma famille avons beau - coup souffert, dit-elle, comme beaucoup de familles autour de nous. Mais dans les campagnes guatémaltèques où vit la majorité autochtone, la répression a été plus dure encore. Ce sont des centaines de villages qui ont été rasés, mis à mort. Ce sont ces gens que nous appuyons aujourd'hui dans la recherche de leurs proches afin qu'ils puissent être exhumés d'abord et ensuite enterrés dans un lieu reconnu, de façon digne, selon leurs coutumes.»

Malgré les œuvres sinistres de la mort au Guatemala, la présidente de FAMDEGUA veut vivre encore longtemps. «Je veux voir le jour, dit-elle, quand les généraux seront mis au banc des accusés, jugés et condamnés pour les mauvais traitements et les assassinats qu'ils ont commis et ordonnés pendant trop longtemps contre les pauvres gens de notre pays.» En plus de contribuer à rendre la dignité aux victimes, les exhumations servent aussi à recueillir témoignages et éléments de preuves pouvant servir à l'avenir contre les auteurs matériels et intellectuels des massacres.

En ce sens, Aura Elena participe au recours de Rigoberta Menchu en Espagne contre six officiers militaires, dont des chefs d'État, et deux civils. Au Guatemala, elle mène avec FAMDEGUA un recours contre les auteurs matériels du massacre de Las Dos Erres, survenu dans la province du Petén en décembre 1982, à l'époque du général Efraim Rios Montt, actuellement député et président du Congrès. «Je n'accepterai jamais l'injustice, affirme la grand-mère sexagénaire. Ni hier, ni aujourd'hui, ni jamais.»

Entrevue de Marc Drouin, coordonateur au SUD

DEVENEZ MEMBRE!

Ce bulletin du Projet accompagnement Québec-Guatemala est le seul à vous tenir au courant des dernières nouvelles du Guatemala. Appuyez le PAQG et encouragez-nous à le produire!

Pour le recevoir 6 fois par année, faites-nous parvenir un chèque au nom de: CRNV, Projet accompagnement Québec-Guatemala. Il ne vous coûtera que 10\$ par année.

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Tél. (maison): _____

Tél. (travail): _____

Courriel: _____



LAS DOS ERRES : HISTOIRE D'UN MASSACRE À ÉCLAIRCIR

Un cas, celui de Las Dos Erres. Une communauté qui a vécu un des plus graves massacres de la guerre, montre comment s'effectue le travail de Famdegua; un travail de base inscrit dans la longue lutte contre l'impunité que vit le Guatemala.

Le cas de Las Dos Erres, où s'est réalisée une exhumation en 1993, marque le début d'un long processus qui se poursuit encore aujourd'hui. Aura Elena Farfan —dans une entrevue qu'elle a accordée à un journal guatémaltèque, *El Periodico*— raconte l'histoire de Las Dos Erres. Elle explique comment son organisation a entendu les demandes des gens de cette communauté et a voulu y répondre.

«Vers la fin de l'année 1993, les familles des victimes de Las dos Erres ont commencé à insister sur le fait qu'il y avait un cimetière clandestin dans leur communauté. Ce cimetière était un puits dans lequel l'armée a lancé les habitants de l'endroit. Par le biais des représentants religieux de la communauté, ils ont fait parvenir leur dénonciation au Bureau des droits humains de l'archevêché du Guatemala (ODHA) et c'est eux qui ont ensuite demandé à Famdegua d'enquêter». Les premières démarches visant à localiser des ossements dans le puits en question se déroulèrent très simplement, à pied. Comme le dit Aura Elena : «des paysans nous accompagnaient, ainsi que trois anthropologues argentins. Tout le monde était anxieux de le trouver. Ce jour-là, c'était le 3 juillet 1994, un 'campesino' a soudainement crié "c'est ici..." Dès cette nuit-là, ont s'est fait intimider par l'armée. Ils sont venus tirer sur la maison où nous dormions et ils ont lancé des pierres sur le toit».

Le massacre de Las Dos Erres s'est produit en décembre 1982 lors d'une confrontation entre l'armée et la guérilla. À ce moment-là, le pays était encore en guerre, l'armée menaçait, les organisations de droits humains dénonçaient les massacres de l'armée. Ce sont les *kaibiles*, le groupe d'élite

de l'armée guatémaltèque, reconnu pour ses pratiques d'une extrême violence, ciblant principalement des civils, que tous pointent du doigt dans ce cas. Selon ce que l'on sait maintenant, ce jour-là, ils étaient supposés aller trouver des armes de la guérilla dans la communauté, mais ils s'y rendaient aussi pour massacrer les habitants. À la fin de la journée, plus de 100 personnes furent tuées, les *kaibiles* ne trouvèrent aucune arme. Des années durant, les membres de la communauté dénoncèrent ces tueries.

Au fil du temps, le cas de Las Dos Erres est resté comme un des cas les plus graves qui démontre la responsabilité de l'armée, et qui illustre aussi le désir des familles des victimes de massacres de voir justice se faire, de prouver que ce qu'ils disent s'est réellement passé. Aura Elena Farfan se souvient que les premiers pas furent pénibles : *«...le 4 juillet 1994, après avoir seulement creusé 5 mètres, nous avons trouvé la première preuve : c'était le vêtement d'un enfant. Après nous avons trouvé des corps complets,...les familles ont commencé à pleurer...ce jour-là nous pleurions tous. Nous avons enfin réuni les survivants avec leurs morts; ils avaient toujours voulu les retrouver. Au début ils voulaient les entermer chacun de leur côté, mais ensuite ils ont décidé de les enterrer tous ensemble...comme ils sont morts.»*

La communauté de Las Dos Erres n'existe plus aujourd'hui, ses morts ont été enterrés non loin de là, à Las Cruces. La communauté n'existe plus que dans la mémoire de ceux qui l'ont connue; un des 440 villages rayés de la carte au cours de la guerre.

Le nom de Las Dos Erres avait été donné à cet endroit après que le Fond de développement du Petén (un fond qui encourageait la «colonisation» du Petén) eut donné des terres à deux hommes dont le nom commençait par un «R».

Après avoir trouvé et déterré les ossements, on fit une nouvelle sépulture aux morts. Tous les survivants de la communauté participèrent, mais il fut difficile de donner une

suite au processus de justice puisqu'il n'y avait pas de témoins directs des massacres, ce que nécessitait toute entreprise légale. Famdegua a entrepris des recherches, et *«en 1997 nous avons trouvé un enfant qui a survécu. Il avait 23 ans. Un soldat de la patrouille qui avait participé au massacre de la communauté l'avait ramassé alors qu'il avait 5 ans. Il était notre premier témoin. Quand on vit quelque chose qui a autant d'impact on ne l'oublie jamais. Ils nous a raconté que [lors du massacre] chaque personne s'était fait appeler tour à tour; quand ce fut le tour de sa mère, il ne voulut pas lâcher ses jambes. Un soldat l'a dépris et l'a ramassé. C'est ce soldat qui est devenu son père. 20 ans plus tard, il a tenu à faire des déclarations parce qu'il a encore beaucoup de rancœur...son témoignage a été la première preuve dans l'enquête.»*

Plus tard, quand ils ont entendu parler du cas à la télé, deux *kaibiles* se sont dit prêts à déclarer, *«ils se sont rendus à MINUGUA. On m'en a informé et je suis allé les chercher. J'ai fait face à deux pères de famille, un d'eux déjà grand père...La première fois que je l'ai vu, je n'ai pas eu confiance...Le jour où ils m'ont le plus impressionnée ce fut quand ils m'ont tout raconté en pleurant...ils ont pleuré beaucoup devant nous.»*

Le poids de ces deux témoignages est très important dans le cas. Le processus judiciaire qui a été initié à la suite des témoignages de ces trois personnes accuse 16 militaires d'avoir participé au massacre de 162 personnes. De nombreuses personnes ont toujours considéré que le cas ne serait jamais réglé, qu'il était impossible; mais aujourd'hui, il est tout à fait possible que les responsables soient traduits en justice, incluant les chefs de l'armée ayant donné les ordres.

¹ Les extraits de cette entrevue sont tirés du journal *El Periodico* du 17 août 2000, p.4



ACTION URGENTE

Danger pour la sécurité des membres de FAMDEGUA et de HIJOS!

Des hommes lourdement armés ont fait une descente dans les bureaux des Familiares de Detenidos y Desaparecidos de Guatemala (FAMDEGUA) —Parents des détenus et des disparus du Guatemala— le lundi 4 septembre dernier, et assailli leurs membres. De nombreuses organisations internationales ont manifesté leur préoccupation face à ces actes violents.

On rapporte qu'un homme élégamment vêtu est arrivé dans les locaux de travail un peu avant-midi et demandé à voir les membres du nouveau groupe de défense des droits humains Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (HIJOS), les Enfants pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence, travaillant également dans les locaux de FAMDEGUA. S'étant fait répondre qu'aucune personne de HIJOS n'était présent, le jeune homme, accompagné de trois autres hommes lourdement armés, a pénétré de force. Aura Elena Farfan, la directrice de FAMDEGUA, et deux membres de FAMDEGUA, Otto Villanueva et Victoria Tuvin, ont été jetés au sol et on leur a collé un pistolet à la tête. Les assaillants, menaçant à plusieurs reprises qu'ils allaient les tuer s'ils parlaient ou criaient, sont demeurés une heure en forçant les nouveaux arrivants de FAMDEGUA à

faire de même et obligeant les hommes à se dévêtir. En partant, ils ont apporté les ordinateurs contenant les dossiers d'affaires de droits humains importantes sur lesquelles FAMDEGUA enquêtaient, d'autres équipements de bureau, de l'argent et un des véhicules du groupe.

RAPPEL

FAMDEGUA est une des plus anciennes et respectées organisations de défense des droits de la personne. Elle a joué un rôle clé dans les processus d'exhumations et d'initiation de procès de responsables de massacres à grande échelle par l'armée guatémaltèque, durant la campagne contre insurrectionnelle de la fin des années 1970 et du début des années 1980. FAMDEGUA est associée particulièrement avec le cas du massacre de Dos Erres dans le Petén en 1982, où 350 hommes, femmes et enfants ont été massacrés, les femmes ayant subi un viol de masse avant d'être assassinées. Résultant des exhumations amenées par FAMDEGUA, 187 corps ont été à ce jour identifiés, au moins 67 de ceux-ci étant ceux d'enfants de moins de 12 ans. Sur la base de ces découvertes, des procédures contre les responsables ont, lentement, trouvé leur chemin vers la Cour guatémaltèque et des demandes de réparation

ont été déposées. Les personnes engagées dans ces efforts pour amener devant la justice les responsables ont souffert de menaces répétées et d'autres abus, et plusieurs ont dû s'exiler par crainte pour leur vie.

En mars 2000, 18 ans après le drame, des ordres d'arrestation ont été émis pour neuf soldats, mais la Cour constitutionnelle a stoppé provisoirement l'application de ces ordres. HIJOS est une organisation récente, formée de personnes qui étaient enfants au moment de la disparition de leurs parents, et qui se sont rassemblées pour découvrir ce qu'ont subi leurs parents et éduquer la nouvelle génération au Guatemala sur les années de répression. Cette dernière attaque fait partie d'une nouvelle et très inquiétante vague de menaces et d'abus contre les membres des organisations des droits humains, des journalistes et d'autres personnes engagés dans des affaires de droits humains importantes au Guatemala. MINUGUA, la Mission de Vérification des Droits Humains des Nations Unies pour le Guatemala, a condamné la semaine dernière ces récents événements et déclaré que l'implication de bureaux de renseignements militaires ne pouvait être exclu.

ACTION RECOMMANDÉE

On demande d'envoyer des courriers postaux, électroniques, télécopies, télégrammes :

- demandant aux autorités d'enquêter immédiatement cet ultime outrage dirigé contre la communauté pour la défense des droits humains, et de porter les responsables en justice;
- insistant pour que les autorités prennent toutes les mesures pour assurer la sécurité de toutes les personnes engagées dans les efforts légitimes pour faire du Guatemala un État de droit, et porte en justice les responsables des abus passés;
- rappelant aux officiels guatémaltèques que l'appui international au processus de paix dépend du progrès des droits humains, et que les attaques de défenseurs des droits de la personne comme celle du 4 septembre contre FAMDEGUA ne peuvent être tolérées.

¿QUÉ PASA EN EL PA?



PROCHAINES ACTIVITÉS

► Notre assemblée générale des membres est fixée au 7 octobre prochain. Elle aura lieu à la salle DS 1570 du Pavillon De Sève, à l'UQAM, 320 Ste-Catherine Est. Dora Miron, une guatémaltèque de la Fondation Rigoberta Menchu, sera parmi nous. On vous attend en grand nombre.

► Du 9 au 26 octobre sera effectuée la tournée du PAQG «Les femmes et la lutte contre l'impunité au Guatemala» avec la participation de Mme Aura Elena Farfan directrice de FAMDEGUA (Association des familles des disparu-e-s et détenu-e-s du Guatemala). Cette tournée est appuyée par le Réseau québécois de solidarité avec le Guatemala et s'inscrit aussi dans le cadre des activités de la Fédération des Femmes du Québec pour la Marche mondiale des femmes.

► Du 9 au 14 novembre Rigoberta Menchu, prix Nobel de la Paix et ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, fera une tournée dans plusieurs villes du Québec et de l'Est du Canada. C'est l'organisme Alternatives qui organise cette tournée. Elle sera le 11 novembre à 20h à l'Université Laval de Québec (local TCU), le 12 à l'Université de Montréal à 15h (auditorium K500) et le 13 à 20h à la Maison du citoyen de Hull.

► Du 13 au 24 novembre, le PAQG organise aussi la venue de l'archéologue guatémaltèque Gabriela Santos qui fera plusieurs présentations dans différentes villes sur les conséquences des massacres et la procédure des exhumations au Guatemala.

FORMATION ESTIVALE...

Une formation pour les futur-e-s accompagnateurs-trices s'est déroulée du 8 au 14 juillet dernier. Les 4 stagiaires JSI, deux futurs accompagnateurs et une accompagnatrice venant de fouler le sol guatémaltèque y ont participé.

STAGIAIRES

Les 4 filles du Projet Jeunes stagiaires internationaux, JSI, de l'ACDI sont parties le 16 août pour un stage de 6 mois au sein de 4 organismes guatémaltèques. Maève, Sandy, Caroline et Julie sont déjà bien installées et travaillent en coordination avec leurs organismes respectifs.

LE PAQG AU SUD

Marc Drouin, notre coordonnateur au Guatemala, est rentré au Guatemala, après avoir pris des vacances bien méritées sur sa terre natale, le Québec. Son enthousiasme et son énergie sont renouvelés pour continuer le travail de la coordination du PAQG dans le Sud. Pendant son absence au Guatemala, Maria-Denise Vassaux a assuré l'intérim. Nous la remercions d'avoir rempli cette tâche. *iSuerte Maria-Denise!*

COORDINATION À L'INFORMATION ET L'ÉDUCATION

Merci à Marie-Hélène Côté, ou la *Maria Loca*, qui a assuré la coordination du PAQG tout l'été, question de continuer le travail en cours et de mettre en branle tout le processus de la tournée des «femmes et la lutte contre l'impunité».

Après avoir été choisie parmi plusieurs bonnes candidates, Eve Thomas s'est jointe depuis le 25 septembre à notre travail de coordination. Elle est impliquée depuis longtemps dans notre comité de formation et dans le comité de coordination générale. Elle est aussi pleine d'enthousiasme et prête à passer des longues soirées à faire la mise en page du bulletin...

OFFRE D'EMPLOI !

Le PAQG cherche un responsable pour le comité information et éducation pour la prochaine année. (voir feuille d'offre d'emploi ci-jointe)

Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif de vous informer sur le Guatemala en général, et sur les activités du Projet accompagnement Québec - Guatemala. Toute personne intéressée à participer peut nous contacter.

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Textes: Isabelle Gauthier, Julie Galipeau, Eve Thomas, Marc Drouin, Réginaldo Rodriguez, Carlos Lemus, Roberto Nieto

traduction: Roberto Nieto

mise en page: Roberto Nieto, Eve Thomas

correction: Marie-Hélène Côté, Eve Thomas.

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala est un groupe de solidarité qui offre un appui aux populations autochtones ayant survécu à la répression des années 1980, en offrant une présence lors de l'exhumation de cimetières clandestins, et auprès de témoins lors des procès intentés contre les responsables des massacres.

Le travail du PAQG comprend 4 volets: accompagnement physique au Guatemala; sensibilisation et éducation au Québec; actions urgentes et pressions politiques.

Projet Accompagnement Québec-Guatemala,

6648 St-Denis, Montréal, Qc, H2S 2R9

Tél.: (514) 495-3131

Fax: (514) 495-7965

Courriel: paqando@web.net

Université de Montréal (Maison de la solidarité):

Tél.: (514) 340-7175

À Québec:

320 St-Joseph est, C.P. 51086

Québec, Qc, G1K 8Z7

Courriel: paqqquebec@yahoo.com

Au Guatemala:

Proyecto Acompañamiento Québec-Guatemala

7a Avenida 8-56

Edificio El Centro, Oficina 14-19, Zona 1

Guatemala Ciudad, C.A.

Tél.: 502-251-7557

Fax.: 502-253-3131

Courriel: paqq@terra.com.gt